



COMMUNIQUÉ UNITAIRE ACTION DU 31 MARS

TOUS ENSEMBLE CONTRE LA DESTRUCTION DU CODE DU TRAVAIL

RETRAIT DU PROJET DE LOI EL KHOMRI

Le projet de loi visant à réformer le droit du travail constitue une régression sociale sans précédent que nous refusons unitairement.

Les principes qui fondent les garanties collectives sont remis en cause et les licenciements facilités entraînant une précarisation du statut de salariés sur l'ensemble du territoire.

Le chômage atteint un niveau record, la pauvreté explose et, pour la première fois depuis l'après-guerre, l'espérance de vie recule.

Le gouvernement et le medef, sous couvert d'aide publique et d'exonérations de cotisations sociales de plusieurs milliards d'euros, nous promettaient des millions d'emplois !!! Avec le résultat que l'on connaît : l'argent est parti dans la poche des patrons et des actionnaires, sans aucune création d'emploi sur le territoire.

Les premières manifestations ont connu un franc succès. La pression ne doit pas retomber. Le mouvement social s'étend. Encore aujourd'hui, une imposante majorité considère que le projet de réforme du code du travail est une menace pour les salarié-es et ne créera pas d'emplois. Nous le pensons aussi.

La preuve est faite que les annonces du Premier ministre pour aménager la loi travail n'ont visiblement pas convaincu et ce malgré l'offensive gouvernementale largement relayée.

Le débat sur la loi est loin d'être terminé. La réécriture du texte ne touche pas au cœur du projet qui contient toujours de multiples régressions.

Ce nouveau projet de texte ne répond donc pas aux aspirations fortes, exprimées par les jeunes, les salarié-es et les chômeurs pour l'accès à l'emploi et sa sécurisation. La création d'emplois de qualité ne peut pas être synonyme de la casse du code du travail mais nécessite en revanche un changement de politique économique et sociale.

Le gouvernement doit retirer son projet, entendre les propositions alternatives portées par les organisations de jeunesse et de salarié-es et en discuter avec elles

Les organisations signataires invitent l'ensemble des salarié-es, les jeunes, les retraité-es et les privé-es d'emploi à se mobiliser :

**le Jeudi 31 Mars à 15h
Place de la Bourse
à Mulhouse
pour le retrait du projet de Loi du Travail.**

Nous exigeons l'abandon de ce texte néfaste, et nous demandons l'obtention de nouveaux droits, synonymes de progrès social et développeur d'emploi

Ce sera une nouvelle étape pour obtenir le retrait de ce projet de loi et conquérir de nouvelles garanties et protections collectives.